

l'Etat en Languedoc-Roussillon 2011

LES PREFETS VOUS REMERCIENT

Ce bilan d'activité de l'Etat se veut plus synthétique, sélectif, attractif et rapide. Il démontre toute la capacité des services de l'Etat à se simplifier et à se moderniser.

Nous les remercions, eux qui se sont fortement mobilisés pour améliorer le service rendu aux habitants de la région, ainsi que tous ceux qui nous accompagnent dans nos missions de service public : collectivités territoriales, entreprises, associations...



Anne-Marie CHARVET, Préfet de l'Aude
Hugues BOUSIGES, Préfet du Gard
Claude BALAND, Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault
Philippe VIGNES, Préfet de la Lozère
René BIDAL, Préfet des Pyrénées-Orientales

Moins de fonctionnement Plus d'investissement



En 2011, l'Etat a poursuivi la réduction de ses dépenses de fonctionnement et la réorganisation de ses services.

Les projets de regroupement immobilier sont intégralement payés par les ventes et les économies de loyer. Les premières pierres de la DDTM* et de la DIRECCTE* ont été posées à Montpellier. Déjà terminés dans l'Aude, les travaux se poursuivent en Lozère et dans le Gard. Les études sont en cours dans les Pyrénées-Orientales et pour la DREAL*.

Les services ont élaboré une stratégie régionale de mutualisation qui facilite le travail collectif, par exemple en matière de formation ou de gestion informatique.

Le service des achats a mis en place des marchés collectifs là où chacun passait commande seul.

Fonctionnement :
- 11,5% entre 2009 et 2011

Immobilier :
84 sites en 2009, 34 en 2014
73 000 m² en 2009, 53 000 en 2014
2,5 M€ d'économies de loyer annuel



Investissements d'avenir 218 M€ déjà acquis pour le Languedoc-Roussillon

Les 35 milliards d'euros du programme investissement d'avenir rendent la France plus compétitive. Ils sont dédiés aux dépenses porteuses de croissance et d'emploi, dans cinq domaines : enseignement supérieur, recherche, industries et PME, développement durable, économie numérique.

Le Languedoc-Roussillon bénéficie fortement de ces investissements avec, par exemple:

- RECHERCHE : 11 laboratoires LABEX, 5 laboratoires Equipex, 7 Instituts Carnot, 5 centres de recherche Santé et biotechnologies.
- FORMATION : 1 internat d'Excellence, CFA des métiers de l'industrie.
- INDUSTRIE, PME : 1 infrastructure Espace, 1 institut d'Excellence pour les énergies décarbonnées (IEED), 1 Société d'accélération de transfert de technologie (SATT).
- NUMÉRIQUE : 1 site pilote Développement de l'économie numérique (Lozère).
- DÉVELOPPEMENT DURABLE : subventions tramway dans le cadre de l'éco-cité de «Montpellier».

* Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Plus proche de vous : L'Etat communique

1 432 communiqués de presse,
521 conférences de presse,
96 documents d'information,
117 lettres électroniques.

L'Etat : 12,8 milliards € pour la région



Investissements, dotations aux collectivités, paie des agents publics et des retraités, crédits de fonctionnement des administrations, subventions... en 2011, l'Etat a injecté **12,8 milliards d'euros***, dans l'économie régionale.

68 580 fonctionnaires, dont 36 140 à l'Education nationale, traduisent quotidiennement cette présence au plus près des territoires.

Investissement, fonctionnement :
4,2 milliards d'euros

Dotations aux collectivités:
3,4 milliards d'euros

Salaires et pensions:
5,2 milliards d'euros



Nadine Chauvière
Directrice DRFIP

* Chiffres provisoires compte tenu des données disponibles à la date de la publication

EMPLOI/ ECONOMIE



Priorité emploi

L'Etat se mobilise pour l'emploi et pour les entreprises

En Languedoc-Roussillon, le taux de chômage régional est de 12,9 % contre 9,3% au niveau national. L'Etat et tous ses partenaires se mobilisent pour agir jusque dans les sous-préfectures.

Développer l'apprentissage

Signature du contrat d'objectif et de moyen avec la Région, le 1er juin 2011. Ce sont 140 M€. pour faire passer le nombre d'apprentis de 15 500 en 2011 à 22 500 en 2015.

Mieux informer les entreprises

Accord-cadre avec l'Ordre des experts-comptables, signé le 12 juillet 2011, pour mieux diffuser aux entreprises l'information sur les aides disponibles.

Aider au retour à l'emploi

- plus de 100 M€ ont permis de subventionner les contrats de travail de 23 500 personnes (contrats aidés),
- 1 000 nouveaux créateurs d'entreprises aidés en 2011.

Philippe MERLE
Directeur DIRECCTE



Création d'un comité de soutien aux entreprises

Le 25 novembre 2011, l'Etat a mis en place un comité régional de soutien aux entreprises, avec OSEO, la Caisse des dépôts, la Banque de France et la Région. Ce comité coordonne l'action de tous les acteurs dans la région et les départements.

Médiation du crédit : 146 entreprises accompagnées en 2011

32 M€ d'échelonnement de dettes fiscales et sociales

Création d'un guichet unique du tourisme

«Soutien TPE/PME»
Numéro AZUR 0810 00 12 10

Depuis début décembre 2011, les entreprises peuvent obtenir de l'aide sur toutes leurs questions notamment en matière d'emploi, de financement et de sous-traitance.

COHESION SOCIALE



Record battu : 4276 logements sociaux

Grâce à la mobilisation collective de tous, bailleurs sociaux, collectivités territoriales, établissement public foncier (EPF) et services de l'Etat, le nombre de logements sociaux financés en Languedoc-Roussillon est de 4 276 en 2011 pour 1 191 en 2000.

En 2011, l'Etat a consacré un budget de 243 M€ au logement social.



Priorité au logement pour les plus démunis

Des locations facilitées (255), des maisons relais (528 places) et des guichets uniques départementaux facilitent le retour des plus démunis vers le logement. Pour les autres, ce sont 1 449 places d'hébergements qui sont disponibles.

L'Etat a mobilisé 32 M€ pour cette politique en 2011.

Jean-Pierre RIGAUX
Directeur DRJSCS



TRANSPORTS/INFRASTRUCTURES

L'A9 sera réaménagée à Montpellier...

Une circulation plus facile, plus de sécurité, un projet urbain ambitieux, voilà tout ce que permet le doublement de l'autoroute A9, décidé par l'Etat fin septembre.

Mise en service prévue en 2017. Sont également prévues une amélioration des échangeurs existants, des limitations du bruit et des réductions de vitesse ciblées.

... et élargie à Perpignan

Pour fluidifier le trafic, le chantier d'élargissement de l'A9 a commencé en 2011.



66,4 M€ pour les transports collectifs



Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, 4 nouveaux projets subventionnés par l'Etat :

- Ligne 4 du tramway de Montpellier
- Ligne 5 du tramway de Montpellier
- Tramway de Nîmes
- Bus à haut niveau de service entre Clermont l'Hérault et Montpellier

Grande vitesse : l'Etat et ses partenaires s'engagent

La grande vitesse avance entre la France et l'Espagne :

- Section Perpignan-Figueras: inauguration le 27 janvier.
- Contournement Nîmes-Montpellier: signature du protocole de financement en février, remise des offres par les entreprises de construction et d'exploitation le 24 octobre => mise en service en 2017.
- Ligne nouvelle Montpellier-Perpignan: l'Etat arrête la zone de passage pour le tracé en décembre. Cette décision fait suite à plusieurs mois d'études et de concertation => mise en service en 2020.



Didier KRUGER
Directeur DREAL
depuis le
01/01/2012



DEVELOPPEMENT DURABLE

Avec la forte implication de tous les acteurs publics et privés, la dynamique du Grenelle de l'Environnement s'est poursuivie en 2011:

- lutte contre la précarité énergétique,
- construction des « villes durables » : 3 Ecoquartiers et 1 Ecocité,
- 28 entreprises signataires de la charte « Objectif CO2 » pour réduire les émissions dans le transport de marchandises,
- 41 M€ sur 2009-2011 pour préserver les espaces naturels de la région,
- 50 collectivités territoriales engagées dans un plan d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles,
- 74 collectivités territoriales engagées dans une démarche agenda 21,
- développement des énergies renouvelables.



Le 1er parc marin de Méditerranée

Le 13 octobre 2011, le parc naturel marin du golfe du Lion, 1er parc marin de Méditerranée et troisième parc naturel marin français, a été créé après quatre années de concertation avec l'ensemble des acteurs locaux et une enquête publique en 2010.

Faire face aux risques littoraux

L'Etat, les collectivités, le BRGM* ont mis en place un réseau d'observation de 40 sites sur le littoral. A chaque tempête, les observateurs s'y rendent pour mieux comprendre les phénomènes et protéger plus efficacement les populations.

1ère utilisation lors de la tempête de novembre 2011.



*BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières



La déclinaison du Grenelle en L-R

Se chauffer moins cher

Plusieurs dispositifs d'aide financière aux ménages les plus fragiles ou d'aide aux travaux ont été mobilisés : tarifs sociaux de l'énergie, éco-prêt à taux zéro, crédit d'impôt développement durable, investissement d'avenir, fonds européens.

Au total, ce sont 4 133 logements rénovés pour 32,3 M€.

Didier KRUGER
Directeur DREAL
depuis le
01/01/2012



L'EUROPE



10 M€ pour le haut débit

Avec une subvention de 10M€, l'Europe a soutenu le projet de la Région de couverture du Languedoc-Roussillon en haut débit.

Les études ont commencé pour le déploiement du très haut débit d'ici 2025.

Réalisation d'une ombrière solaire permettant d'abriter les véhicules tout en produisant de l'énergie à la centrale photovoltaïque (Vias Hérault)

Agrandissement des bâtiments de production et modernisation des équipements d'élevage d'huîtres de l'entreprise Médithau Marée (Marseillan Hérault)

Chiffres clés

L'Europe en Languedoc-Roussillon c'est 900M€ pour la période 2007-2013.
Fin 2011:

- 591 M€ programmés,
- 41 200 projets soutenus,
- 3 319 entreprises accompagnées,
- 450 000 connexions internet à haut débit supplémentaires.

Création de l'épicerie de producteurs La Lausete (Genolhac Lozère)

Développement d'un dossier patient unique intégré au centre hospitalier d'Alès Cévennes (Alès Gard)

Accompagnement à la création de la pépinière d'entreprises Cap Oméga (Montpellier Hérault)

AGRICULTURE

Forêts

Le plan pluriannuel régional de développement forestier a été approuvé par les partenaires le 15 décembre 2011



La viticulture se modernise

La région Languedoc-Roussillon reste la première région viticole de France. La vendange 2011 a atteint près de 14,5 millions d'hectolitres.

Avec 120 M€, l'Etat et l'Europe ont soutenu en 2011 la modernisation de la filière. L'Etat a également animé une analyse prospective sur l'avenir de la viticulture, à l'échéance 2025.



Pascal AUGIER
Directeur DRAAF



SANTE

5 priorités de santé



Après un diagnostic partagé avec les acteurs concernés, l'Agence régionale de santé (ARS) a défini en 2011, les priorités du Plan stratégique régional de santé pour les prochaines années :

- améliorer la prise en charge des maladies chroniques,
- promouvoir la prévention de la santé,
- accompagner les personnes âgées et handicapées,
- mieux organiser la prise en charge de la santé mentale,
- protéger la santé des populations contre les risques liés à son environnement (bruit, qualité de l'air, de l'eau, des logements).

Ce plan permet de répartir les moyens dans l'ensemble des 5 départements.

Martine AUSTIN
Directeur général ARS



PATRIMOINE TOURISME

Les Causses et Cévennes reconnus par l'UNESCO



Inscrit au patrimoine mondial, le 28 juin 2011, ce territoire de hautes terres situé dans l'arrière-pays méditerranéen qui s'étend sur deux régions, témoigne de la relation entretenue entre l'homme et la nature autour de l'agro-pastoralisme depuis des millénaires.

Didier Deschamps
Directeur DRAC



CULTURE

Inauguration du théâtre de l'Archipel



Le 10 octobre 2011, le Théâtre de l'Archipel, conçu comme un véritable centre européen de création et de diffusion ouvert aux cultures méditerranéennes et ibériques, a été inauguré à Perpignan.

Il renforce le rapprochement entre Perpignan, Montpellier et Barcelone.

La contribution de l'Etat s'élève à 5 M€ et celle de l'Europe à 4,5 M€.

EDUCATION



285 élèves en internat d'excellence

La construction de quatre nouveaux bâtiments à Montpellier permet d'augmenter en 2011 la capacité d'accueil des élèves du CM2 à la terminale. La poursuite des travaux de constructions ou de réhabilitations des locaux permettra d'accueillir 512 élèves à la rentrée 2012.

Les places sont réservées à des jeunes motivés d'origine modeste, qui bénéficient d'un accompagnement pédagogique et éducatif personnalisé.

Christian Philip
Recteur de l'Académie



SECURITE PUBLIQUE

Démantèlement d'un trafic de drogues dans l'Aude

Début décembre, les policiers de la brigade de sûreté urbaine (BSU) du commissariat de Carcassonne avec le groupe d'intervention régionale (GIR) de Montpellier ont saisi d'importantes quantités de drogues, d'argent et de véhicules.

Cette opération a conduit au démantèlement d'un trafic de stupéfiants entre l'Espagne et la France.

Une quarantaine de personnes ont été interpellées au total, dealers et consommateurs, suite à plus de 6 mois d'investigation.



Forte mobilisation des services de l'Etat lors des inondations

Un épisode pluvieux-orageux causant d'importantes inondations a touché les départements du Gard, de l'Hérault et de la Lozère du 31 octobre au 06 novembre 2011 ainsi que les Pyrénées-Orientales du 19 au 21 novembre.

L'activation des comités opérationnels départementaux (COD) a permis de coordonner les acteurs concernés et d'assurer l'information des populations. L'anticipation de la crise et la grande mobilisation des services de l'Etat (SDIS, gendarmerie, police) et des collectivités, ont permis de limiter les dégâts matériels et humains.

112 communes ont été reconnues en état de catastrophe naturelle : 36 dans le Gard, 31 dans l'Hérault, 24 en Lozère et 21 dans les Pyrénées-Orientales.



FRAUDES

Une lutte efficace contre les fraudes

En 2011, tous les services concernés se sont organisés pour mieux lutter contre le travail illégal. Ils ont informé les collectivités et les entreprises des risques civils et pénaux encourus. Plus de 510 infractions du code du travail ont été constatées.

En 2011, l'amélioration du système de détection des fraudes a conduit à plus de 4,8 M€ de redressement, soit une augmentation de plus 130% sur un an.



60 stands de vente de fruits et légumes au bord des routes ont été contrôlés : 10 d'entre eux ont été poursuivis.